

Pour une bonne prestation en marge du sommet de la Francophonie de Madagascar



Photo : Chris OYAME

Le siège du BRAC (UPF-Gabon) sis au Haut de Gué-Gué.



Photo : Chris OYAME

Le président fondateur de l'UPF-Gabon, Samson Ebang Nkili.

C.O.

Libreville/Gabon

SUR convocation de son fondateur et membre de droit, Samson Ebang Nkili, la section gabonaise de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), qui a été officiellement reconnue en novembre 1997, s'est réunie le jeudi 27 octobre dernier, à son siège du Bureau régional pour l'Afrique centrale et l'Océan Indien (BRAC), sis au Haut de Gué-Gué, à Libreville. Il était question pour ces professionnels de la communication de débattre de la relance des ac-

tivités de l'association, en berne depuis deux ans, et de procéder aux préparatifs de sa participation à la conférence qui se tient du 20 au 24 novembre prochain, en marge du sommet de la Francophonie.

A l'ouverture des travaux, Samson Ebang Nkili a donné les raisons de la rencontre du jour. *«J'ai souhaité que nous nous retrouvions aujourd'hui pour voir comment sortir l'association de l'immobilisme qui se fait sentir depuis deux ans»*. Il a ensuite expliqué que cet immobilisme avait conduit les responsables actuels de cette structure locale à désigner un bureau ad hoc pour gérer les affaires cou-

rantes. En attendant la rencontre du jeudi 3 novembre prochain pour élire un nouveau bureau. Une action qui fait suite à la démission de fait de Jean-Pascal Ndong de la présidence de l'UPF-Gabon il y a quelque temps. C'est ainsi que Jean Yves Ntoutoume est désigné pour assurer l'intérim. Ce dernier étant déjà membre des comités international et local. S'agissant des activités dans la Grande Ile, il est question pour l'UPF-Gabon de se battre afin d'envoyer 3 à 4 de ses membres pour la représenter à ladite rencontre. Pour cela, l'UPF locale projette de se rapprocher des institutions nationale et interna-

tionale basées chez nous afin de leur présenter le bien-fondé de ses missions pour une éventuelle aide. Rappelons que l'UPF a été créée le 13 mai 1950, d'une initiative franco-canadienne. A l'origine, elle est baptisée Association internationale des journalistes de la langue française (AIJLF). Elle est reconnue par l'Onu, l'Unesco, l'ACCT, l'OIF... et regroupe plus de 3 000 journalistes, responsables et éditeurs de la presse écrite et audiovisuelle qui sont répartis dans 110 pays du monde, avec pour principale mission de défendre le métier et protéger ses membres. Elle remet le prix de la libre expression.